



COMPENDIUM

Financement climatique en Amérique Latine: sources internationales, mesures financées et profils nationaux

Ce résumé présente les principaux résultats et conclusions de ce recueil destiné à apporter une vision générale de la situation actuelle et des tendances récentes en matière de financement climatique en Amérique Latine. L'étude fournit des informations sur les principales sources multilatérales et bilatérales présentes en Amérique Latine à l'échelle régionale et nationale. De brefs profils relatifs au financement climatique international dans chacun des pays de la région sont également présentés.

Le changement climatique est une priorité pour les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes (ALC) tout comme pour l'Union européenne (UE) et constitue un sujet clé au sein des relations stratégiques entre les deux régions.

Le fait que le changement climatique soit une priorité dans la région est réaffirmé grâce aux informations avancées par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) : en effet, 25% du financement bilatéral total canalisé vers l'ALC entre les années 2010 et 2012 était lié au changement climatique et dépassait la moyenne mondiale qui tourne autour de 16%.

En 2013, le financement climatique international affecté à la région s'est élevé à 23 000 millions de \$ US.

Sur ceux-ci, 19 000 millions de \$ US provenaient de sources publiques et ont été répartis de la manière suivante:

- 3 000 millions de \$ US en matière d'adaptation.
- 15 000 millions de \$ US en matière d'atténuation.
- 1 000 millions de \$ US pour ces deux affectations.

Cette tendance s'est confirmée dans le cadre des apports bilatéraux selon la répartition suivante : 67% vont aux mesures d'atténuation, 18% aux mesures d'adaptation et 16% à une combinaison des deux. Les fonds globaux spécifiques pour lutter contre le réchauffement climatique ont affecté un pourcentage de 45% à l'atténuation, de 33% à REDD+, de 17% à l'adaptation et de 5% à une affectation mixte.

Malgré le fait que l'engagement international d'accroître le financement affecté aux mesures d'adaptation ait été renouvelé, le financement consacré aux mesures d'atténuation reste très supérieur dans la région latino-américaine.

D'une façon globale, les secteurs favorisés par le financement bilatéral ont été la protection de l'environnement, l'agriculture, les ressources forestières, l'eau, l'énergie et les transports. En ce qui concerne les fonds climatiques, l'appui a été affecté de façon préférentielle aux ressources forestières, à la production et distribution d'énergie, aux transports et aux projets multisectoriels.

CONCLUSIONS

- Les pays européens et les institutions européennes sont (avec le Japon) les pays les plus représentatifs en matière d'aide financière dans la région : l'Union européenne, la France, l'Allemagne, le Japon, la Norvège et l'Espagne ont été les principaux donateurs bilatéraux aux pays de l'ALC entre les années 2010 et 2012, selon les données de l'OCDE.
- En ce qui concerne les institutions multilatérales, la Banque interaméricaine de développement (BID) est la plus importante source de financement (année 2013) avec un apport de 40% sur le financement multilatéral au sein de la région (en 2012 ce pourcentage atteignait

37%), la Banque mondiale (BM) y joue également un rôle important tout comme la Banque européenne d'investissement (BEI).

- Quant aux fonds climatiques globaux, citons parmi les plus importants : le Clean Technology Fund, suivi du Fonds Amazonie, du Fonds pour l'environnement mondial (GEF en anglais) et ses différentes modalités ou encore l'Initiative internationale pour la protection du climat (IKI), initiative allemande.
- En ce qui concerne les ressources captées, on constate des différences significatives au sein des pays de la région en ce qui concerne le nombre de projets et leur volume. En règle générale, on constate que ce sont les pays dont les priorités étaient les mesures d'atténuation qui ont canalisé les financements. Bien que l'adaptation reste un sujet d'importance pour la plupart des pays, ces derniers ne réussissent pas toujours à en canaliser le financement.
- Il existe de nombreuses expectatives au sein de la région quant aux possibilités d'accéder au Fonds vert pour le climat (GCF en anglais). Les pays les mieux préparés et dotés de la plus grande expérience en termes d'accès au financement international grâce au développement de structures nationales et à la présentation de résultats, seront plus enclins à être soutenus et à recevoir des aides. C'est dans ce contexte que le développement de capacités institutionnelles est un domaine à prioriser dans divers pays de la région.



Étude Thématique N° 7: **Compendium**

Objectif de l'étude: Fournir des informations générales quant aux sources de financement multilatérales et bilatérales pour lutter contre le changement climatique en Amérique Latine et contribuer de ce fait à une prise de décisions stratégiques dans les pays de la région.

Pays étudiés: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela

Auteur: Gisela Campillo (consultante pour EUROCLIMA, mars à mai 2015)

Supervision y coordination générale: Guillermo Dascal et Jan Karremans (Assistance technique), Catherine Ghyoot (Europe Aid)

Les Études Thématiques d'EUROCLIMA peuvent être téléchargées sur: www.euroclima.org

Les points de vue exprimés sont le fait de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Commission européenne.

EUROCLIMA est un programme financé par l'Union européenne



Commission
européenne

Pour plus d'information

www.euroclima.org
www.ec.europa.eu/europeaid
info@euroclima.org

